

COMMUNE DE GIRONDE SUR DROPT
REGISTRE DES DELIBERATIONS
SEANCE DU 5 SEPTEMBRE 2023

L'an deux mille vingt-trois, le cinq septembre à 18 heures 30, le Conseil Municipal de GIRONDE SUR DROPT, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur le Maire Philippe MOUTIER.

Date de la convocation : 31 Août 2023

Présents : M. BERTHE Cédric, Mme BRUNATO-BIRAC Brigitte, M. COMBE Antoine, Mme DUPUY-CHAUVIN Madeleine, M. DUSSEAUX Nicolas, M. GRANET Cyril, Mme MONCHANY Sophie, M. MOUTIER Philippe, Mme RIGAUD Marie-Pierre.

Absents avant donné pouvoir : Mme CHIAPPA Graziella (M. MOUTIER Philippe).

Absents : M. BARBOSA Edgar, Mme LAROUY-KERSUZAN Catherine, M. LOUBIERE Brieuc, M. MAZIERE Laurent, Mme ROSOLEN Catherine.

M. COMBE Antoine a été nommé secrétaire de séance

Monsieur le Maire constate que le quorum est atteint, la séance est ouverte à 18 h 30,

***Approbation du compte rendu
de la séance du Conseil municipal du 23 Août 2023***

Compte-rendu approuvé à l'unanimité

***Convention avec la CDC Réolais Sud Gironde de mise à disposition d'un
informaticien Gironde Numérique***

M. le Maire informe le conseil municipal que la Communauté de Communes a contractualisé avec Gironde Numérique, la mise à disposition d'un équivalent temps plein d'emploi d'informaticien, qui peut être mis au service des 41 communes de la Communauté de Communes.

Cet emploi vise à assurer 4 missions principales :

- Amélioration du Parc Informatique,
- Renouvellement du Parc Informatique,
- Être un interlocuteur compétent pour discuter avec les prestataires extérieurs,
- Amélioration des compétences des agents

Cette mise à disposition serait consentie moyennant refacturation aux communes à hauteur de 125 € / an / ordinateur.

L'adhésion à cette prestation entraînerait l'arrêt du contrat de maintenance en cours auprès de MDSI, prestataire local qui donne entière satisfaction aux utilisateurs de la commune.

Après discussion et questionnement sur le coût des différents contrats, le conseil à l'exception de deux de ses membres qui s'abstiennent (Mme Marie-Pierre RIGAUD et M. DUSSEAUX Nicolas) décide de ne pas adhérer à cette convention.

Convention Territoriale Globale avec la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (CNAF)

La Convention territoriale globale (CTG) est une démarche pour construire un projet social sur le territoire. Elle associe les habitants aux politiques qui les concernent, soutient l'action et la réponse à de nouveaux besoins, se nourrit des politiques publiques et fait ainsi vivre un projet de territoire attractif et innovant. La démarche est conduite en plusieurs étapes afin de partager un diagnostic, programmer un plan d'actions et le faire vivre sur la durée de la CTG, suivre les actions et évaluer leur impact auprès des habitants et sur le territoire. La convention territoriale globale vise à renforcer l'efficacité, la cohérence et la coordination des actions en direction des habitants d'un territoire.

Déployées en remplacement des Contrats Enfance-Jeunesse (CEJ), les Conventions Territoriales Globales désignent, depuis le 1er janvier 2020, le nouveau cadre contractuel stratégique et politique de référence établi entre la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et les collectivités territoriales. Véritables démarches d'investissement social et territorial, les CTG prennent la forme d'un plan d'actions dont la mise en place, via des moyens financiers et humains identifiés, peut s'étaler sur 4 à 5 ans.

Les Conventions Territoriales Globales s'appliquent dans l'ensemble des domaines d'interventions de la CAF : parentalité, petite enfance, enfance, jeunesse, logement, handicap, animation de la vie sociale, accès aux droits et inclusion numérique.

Cette question a déjà été débattue lors du précédent conseil, après analyse approfondie sur le contenu de la convention entre la CDC et la CNAF, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide d'adhérer à cette convention.

Convention d'Opération de Revitalisation du Territoire (ORT)

Monsieur le Maire expose que le programme « Petites Villes de Demain » lancé le 1^{er} octobre 2020 par Jacqueline GOURAULT, Ministre de la Cohésion des territoires et des Relations, avec les collectivités territoriales, vise à améliorer les conditions de vie des habitants des petites communes et des territoires alentour, en accompagnant les collectivités dans des trajectoires dynamiques et respectueuses de l'environnement. Le programme a pour objectif de renforcer les moyens des élus des villes et leurs intercommunalités de moins de 20 000 habitants exerçant des fonctions de centralité pour bâtir et concrétiser leurs projets de territoire, tout au long de leur mandat et ce, jusqu'en 2026.

Suite à la labellisation de la commune de La Réole dans le cadre du programme « Petites Villes de Demain », une convention a été signée entre l'état, la Communauté de Communes du Réolais en Sud Gironde et la commune de La Réole. Dans ce document, les différentes parties se sont engagées à signer une convention d'Opération de Revitalisation du Territoire (ORT). Les

signataires d'une convention ORT comprennent à minima l'état, la Communauté de Communes et la ville centre et peuvent intégrer d'autres partenaires institutionnels (Département, Région, Etablissement Public Foncier etc.) ainsi que les communes volontaires de l'intercommunalité. D'une durée de cinq ans minimum, la convention ORT engage les signataires dans la mise en œuvre d'une stratégie d'attractivité dite « projet de territoire » comprenant des fiches actions détaillées avec un budget et un calendrier prévisionnel.

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser le Maire à signer cette convention d'Opération de Revitalisation du Territoire.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, le Conseil décide l'adhésion à la convention d'ORT.

Convention d'Opération programmée d'amélioration de l'habitat – revitalisation urbaine (OPAH- RU)

Monsieur le Maire expose que la politique de l'habitat de la Communauté de Communes s'appuie notamment sur des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat. Ces OPAH contribuent à améliorer la qualité des logements des habitants et permettent que l'investissement privé étoffe le parc de logement locatif de qualité du territoire. Une OPAH dite OPAH Habitat Durable de Demain (OPAH HDD) a été mise en place, via le SIPHEM, sur l'ensemble du territoire. À l'heure actuelle, la Communauté de Communes n'intervient pas dans le financement des travaux de l'OPAH-HDD.

Monsieur le Maire rappelle que la Communauté de Communes a autorisé la mise en œuvre d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat avec un volet Renouvellement Urbain multi sites (OPAH-RU) pour une durée de 5 ans sur les communes suivantes : La Réole, Monségur, Auros, Saint Pierre d'Aurillac, Caudrot, Gironde sur Dropt, Mongauzy et Lamothe-Landerron,

Il ajoute que la commune de La Réole et la Communauté de Communes ont répondu de manière conjointe au dispositif national « Petite Ville de Demain ». Ce dispositif, pour lequel elles sont lauréates depuis 2021 a pour objectif de réaliser un projet de revitalisation en créant une offre de logements, de commerces, d'équipements et de services adaptés aux besoins des habitants, et ainsi de limiter l'étalement urbain. La réalisation de cet objectif se matérialise par une Opération de Revitalisation de Territoire (ORT), dans laquelle la présence d'un volet habitat, et un dispositif d'aide OPAH-RU-ORI. Une convention qui cadre les engagements financiers et les interventions de chaque partenaire (Communes du programme, Communauté de Communes, Préfecture, ANAH, Région, Département, CAF, SIPHEM) est proposée.

Cette convention prévoit un règlement d'intervention, dans lequel l'intervention de la Communauté de Communes est prévue pour les travaux, avec une enveloppe annuelle d'un montant de 71 780 €, sur une période de 5 ans, soit un montant total de 358 900 €. L'ensemble des aides portées par la Communauté de Communes et la Commune sont précisées dans ce Règlement d'Intervention.

Monsieur le Maire informe que les objectifs de l'OPAH RU sont ambitieux. Ceux-ci ainsi que les enveloppes financières allouées feront l'objet d'un bilan annuel. En fonction des dépenses réellement effectuées pour l'OPAH RU, le conseil communautaire pourra décider d'une

évolution du règlement d'intervention, du budget annuel alloué au projet, et d'une fongibilité des différentes aides, afin de contribuer à une amélioration continue du dispositif.

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser le Maire à signer la convention d'OPAH-RU-ORI, et valider le règlement d'intervention lié au dispositif.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, le Conseil décide l'adhésion à la convention OPAH- RU et approuve son règlement d'intervention.

Convention avec Caudrot de prêt mutuel de matériels et véhicules

M. le Maire informe le conseil municipal qu'une convention est toujours en cours d'élaboration avec la commune de Caudrot ; elle vise à mutualiser différents matériels.

La convention n'est toujours pas finalisée, elle sera présentée au conseil municipal dans les prochaines semaines.

Déclaration d'intention d'aliéner (DIA)

Il est demandé au Conseil de se prononcer sur l'éventuelle préemption des biens suivants :

- Maison d'habitation cadastré AS 48, située 103 rue de l'Eglise 33190 GIRONDE SUR DROPT
- Terrain cadastré AS 87, situé avenue du Général de Gaulle 33190 GIRONDE SUR DROPT.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de ne pas préempter ces deux biens.

Informations diverses

- M. le Maire annonce au conseil que Mme MONCHANY Sophie est désormais en charge de la commission Sport et, qu'à ce titre, elle a assisté à la dernière réunion avec les diverses associations sportives agissant sur la Commune.
- Mme RIGAUD Marie-Pierre, adjointe au Maire déléguée au CCAS, informe le Conseil qu'elle est submergée d'appels téléphoniques sur son téléphone personnel. Elle demande à pouvoir disposer d'une ligne téléphonique mobile dédié au CCAS. Sa demande est approuvée à l'unanimité par le Conseil.
- Mme RIGAUD souhaite par ailleurs que soit revue à la hausse la subvention accordée aux enfants de la Commune adhérents à une association sportive. Cette proposition fait débat et une décision sera prise au cours d'un prochain conseil.

- M. le Maire informe le Conseil que les travaux de rénovation de la salle des fêtes devraient débuter au cours du 1^{er} trimestre 2024. Par conséquent, la salle sera indisponible dès le mois d'octobre 2023 et durant toute la durée des travaux. Un arrêté du Maire sera pris en ce sens et une communication sera faite aux différentes associations utilisatrices. Par ailleurs, il conviendra d'inclure la réfection de la charpente et de la couverture de ce bâtiment dans le budget 2024.
- M. le Maire informe que St Pierre d'Aurillac n'ayant pas renouvelé sa convention SSIEG Périscolaire avec AVL, les communes de Caudrot et Gironde supportent désormais tous les frais de structure d'AVL. Il a ainsi été décidé entre ces deux communes, AVL et la CDC du Réolais Sud Gironde, de prolonger les conventions actuelles jusqu'au 31/12/2023. Ce qui laisse aux acteurs le temps de préparer une nouvelle organisation de fonctionnement des services périscolaires.

Ordre du jour épuisé, Monsieur le Maire clôture la séance à 20 heures 10.